

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu que Clay et Chuvalo dépassent tous deux le poids réglementaire et qu'ils font lourdauds pour la lutte de ce soir, le ministre leur enverrait-il les brochures disponibles sur la valeur physique?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre des Finances si, avant de préparer son exposé budgétaire de ce soir, il a eu l'occasion de lire le dernier ouvrage que doit publier l'honorable député de Davenport (M. Gordon)?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, mais je suis certain que j'en aurais profité, comme tous les autres députés.

LA PÊCHE

I. REPORT DE LA DATE D'ADMISSIBILITÉ À L'ASSISTANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. R. Keays (Gaspé): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêcheries. Comme un certain nombre de pêcheurs côtiers ne sont pas au courant du programme annoncé par le ministre le 3 décembre et le 15 janvier en vue d'accorder de l'aide à ceux qui ont fait de très mauvaises prises en 1965, le ministre nous assurerait-il que la date d'admissibilité pour demander cette aide sera reportée au 30 avril?

L'hon. H.-J. Robichaud (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, lorsque le programme d'aide aux pêcheurs a été institué en janvier, il ne s'agissait pas de prolonger le délai de paiement, mais bien de fixer le montant maximum d'aide pour dédommager les pêcheurs qui n'avaient pu établir leur admissibilité aux prestations d'assurance-chômage. L'aide a été fixée à \$350 pour les personnes mariées et à \$200 pour celles sans personnes à charge, ce qui est conforme à la moyenne des prestations d'assurance-chômage touchées par les pêcheurs.

M. Keays: A titre de question complémentaire, je demanderais au ministre s'il insiste toujours pour que le 26 mars marque la date de clôture pour la réception des demandes?

[M. l'Orateur.]

L'hon. M. Robichaud: Monsieur l'Orateur, comme l'annonce a été faite au début de janvier à grand renfort de publicité, nous espérons recevoir toutes les demandes avant la fin de mars et il serait très difficile de prolonger cette période maintenant.

[Français]

LA PEINE CAPITALE

A PROPOS DE LA PROCÉDURE À SUIVRE
RELATIVEMENT À L'AVIS DE MOTION
N° 66

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je voulais poser ma question au house leader, mais en son absence—je m'excuse de ne pas en avoir donné préavis—je pourrais peut-être la poser au très honorable premier ministre.

Étant donné que nous sommes dans une impasse avec le débat sur la peine de mort, est-ce qu'il y aurait possibilité d'établir une procédure pour que le vote soit pris à brève échéance? S'il n'est pas pris cette année, le régime des commutations va-t-il être maintenu par le gouvernement?

[Traduction]

L'hon. M. Churchill: Avez-vous parlé?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que nous en soyons à une impasse. Du moins je l'espère. (Applaudissements)

LES AÉROPORTS

VANCOUVER—CONDITIONS DE TRAVAIL DES
CONTRÔLEURS DE LA CIRCULATION
AÉRIENNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Barry Mather (New Westminster): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports. Songeant à la menace d'arrêt de travail par les contrôleurs de la circulation aérienne à l'aéroport international de Vancouver, j'aimerais que le ministre nous dise s'il étudiera la possibilité de tenir une enquête impartiale sur les conditions de travail des intéressés, comme ils l'ont demandé, vu qu'ils ont procédé à un vote de grève et que 96 p. 100 d'entre eux se sont prononcés en faveur d'une grève d'ici quelques jours?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, à mon avis, la situation n'est pas aussi immédiatement alarmante que la question du député le laisse entendre. Mais il est bien entendu que le ministre étudiera toute demande de ce genre.